



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Poursuite des violences à l'encontre des civils malgré les accords de paix

Bangui (Agence Fides) – Malgré les accords de paix et la nomination d'un Premier Ministre chargé de former un gouvernement d'union nationale, les épisodes de saccage et de violence à l'encontre de la population civile se poursuivent en République centrafricaine. L'Eglise catholique a, elle aussi, été victime de ces actes. Un certain nombre de religieuses de la préfecture de Bas-Kotto, dans le sud-est du pays, ont indiqué avoir été menacées par les rebelles qui les accusaient d'avoir été à l'origine de la dénonciation des violences contre la population civile commises dans la zone. S.Exc. Mgr Juan José Aguirre Muonos, Evêque de Bangassou, a dénoncé les actes de violence commis dans différentes localités des préfectures de Bas-Kotto et de Mbomou. Des sources de l'Eglise locale indiquent à l'Agence Fides qu'au sein du Diocèse d'Alindao, dans l'est du pays, des motocyclettes, des ordinateurs et peut-être même un véhicule de la Caritas ont été volés. Outre les vols et les pillages, les rebelles – et pas seulement eux – commettent des abus et des violences sexuelles sur les femmes et les jeunes filles. « Les forces de sécurité sont déployées en grande partie dans la capitale, Bangui. Le pays est très vaste et, durant cette phase de transition, il est difficile de contrôler les différents groupes rebelles se trouvant éparpillés sur le territoire » expliquent les sources de Fides. « En particulier, l'est et le sud-est du pays tendent à échapper au contrôle des autorités. Ce sont des zones stratégiques, riches en ressources minières. Il est tout aussi vrai que Bangassou est en quelque sorte protégée par les forces rwandaises – appuyées par des éléments des forces spéciales américaines – se trouvant en République Centrafricaine avec l'aval des autorités locales pour rechercher les guérilleros de la LRA (Armée de libération du Seigneur) mais les autres zones demeurent privées de protection ». « Attendons le nouveau gouvernement d'unité nationale et voyons comment seront déployées les forces de sécurité afin de faire face à cette situation » concluent nos sources. (L.M.) (Agence Fides 30/01/2013)